

1808, mort de Jean-Baptiste Armonville dit Bonnet rouge : ouvrier rémois, "précurseur du communisme"

Jean-Baptiste Armonville est né dans le quartier Saint-Remi le 18 novembre 1756, fils d'un sergier, ancien caporal retraité. Dans ce quartier populaire, témoin de la misère de ses semblables, il rêve d'une société plus juste. Il fréquente l'école de la paroisse et continue son instruction en lisant les philosophes et autres écrits politiques.

Dès 1789, il se fait remarquer en revendiquant à la tête des ouvriers le droit d'assister aux séances de réunion du Tiers-Etat de Reims. Il organise par la suite des réunions politiques dans une salle du couvent des Minimes (lieu où à partir de 1791 il logera avec d'autres ouvriers) avec ses camarades Henri Bertrand, Nicolas Lienard et ses cousins Nicolas Tristant et Jean-Baptiste Armonville (son homonyme), tous de sa condition. Il y fait la lecture des philosophes et des journaux et apparaît dès lors comme un "leader politique" de la population ouvrière. Il est acclamé dans la rue par les ouvriers et salué par les petits artisans et boutiquiers, reconnu entre autre par le bonnet phrygien rouge qu'il porte sur la tête comme symbole de la Liberté. On le surnomme "Bonnet rouge".

Le 4 septembre 1792, il est élu député de la Marne à la Convention nationale. Ils ne sont que deux députés issus du milieu ouvrier, Noël Pointe, armurier de Saint-Etienne et lui, cardeur de laine. Il se sent proche des Montagnards et s'installe près de Marat dans l'hémicycle, on dit qu'il devient un de ses fidèles, un disciple. Il reste fidèle à ses origines et fréquente à Paris les milieux ouvriers.

Il n'oublie pas Reims et entretient une correspondance régulière avec ses amis du quartier Saint-Remi, avec la Société populaire, le club de Jacobins rémois et certains membres de la municipalité. Il intervient régulièrement pour soutenir les demandes des Rémois relatives aux subsistances.

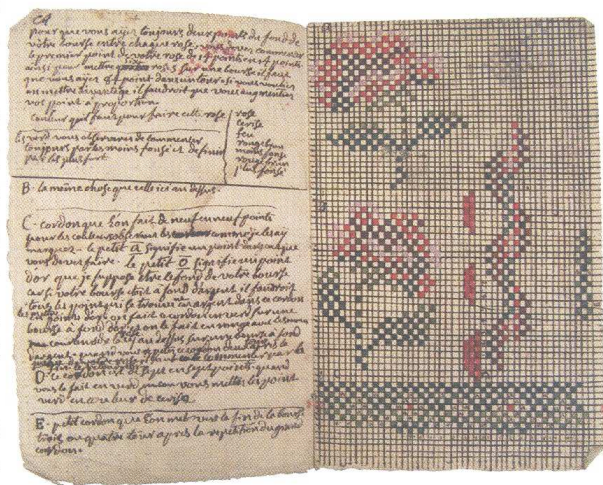
Il obtient du Comité de commerce la fabrication dans les manufactures de Reims d'une grande quantité d'étamines à pavillon pour les vaisseaux. Il défend des suspects pendant la Terreur :

Ponsardin, Heidsieck...

Après la chute de Robespierre, il soutient certains de ses amis accusés d'être des "terroristes". Il est lui-même régulièrement pris à parti (reconnu par son bonnet), calomnié comme ancien montagnard et même surveillé dès son retour à Reims. Il est arrêté le 27 mai 1796 à Villers-Cotterêts avec trois de ses amis pour "propagande avérée" alors qu'il diffusait des écrits de Babeuf qu'il a fréquenté à Paris.

De décembre 1797 à novembre 1799, il réorganise des réunions populaires en créant un Cercle constitutionnel ouvrier avec ses amis. Sa situation financière étant précaire, il est nommé grâce à d'anciens collègues de la Convention inspecteur de la taxe d'entretien des routes dans l'Oise puis dans les Ardennes pendant un an. Il part ensuite s'installer à Nantes où il a trouvé un emploi de garde magasin et tisseur dans une usine. Il revient à Reims en septembre 1808 habiter chez un ami. Il y meurt le 11 décembre 1808 dans la pauvreté, laissant pour tous biens un ballot de hardes, trois chemises, deux petits coffres et des papiers (dont une partie est conservée aux Archives municipales : bulletins de la Convention, cahier de broderie...).

Il reste à Reims comme souvenir de cet homme, qualifié par Gustave Laurent de "précurseur du communisme", une rue qui porte son nom dans son quartier depuis le 28 décembre 1903 et une salle communale qui reçoit, entre autres, des réunions politiques.



Christine Meille,
Archives municipales et
communautaires ■